

« SOUS NOS YEUX » (5/25)

Les Frères musulmans comme membres du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche

par *Thierry Meyssan*

Nous poursuivons la publication du livre de Thierry Meyssan, « *Sous nos yeux* ». Dans cet épisode, il revient sur le premier semestre 2011 au cours duquel, soutenus par les États-Unis et le Royaume-Uni, les Frères musulmans se rapprochèrent ou accédèrent au pouvoir en Tunisie, en Égypte et en Libye.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 12 JUILLET 2019

ITALIANO TÜRKÇE

Cet article est extrait du livre *Sous nos yeux*.
Voir la [Table des matières](#).



Ben Ali (Tunisie), Kadhafi (Libye) et Moubarak (Égypte) étaient, en 2011, trois chefs d'État aux ordres de Washington (Kadhafi depuis son revirement de 2003, les deux autres depuis toujours). Malgré les services rendus, ils furent balayés au profit des Frères musulmans.

7— Les débuts des « Printemps arabes » en Tunisie

Le 12 août 2010, le président Barack Obama signe la directive présidentielle de Sécurité n° 11 (PSD-11). Il informe toutes ses ambassades au Moyen-Orient élargi de se préparer à des « changements de régime » [1]. Il nomme des Frères musulmans au Conseil de sécurité nationale des États-Unis pour coordonner l'action secrète sur le terrain. Washington va mettre en œuvre le plan britannique du « Printemps arabe ». Pour la Confrérie, le moment de gloire est arrivé.

Le 17 décembre 2010, un marchand des quatre-saisons, « Mohamed » (Tarek) Bouazizi, s'immole par le feu en Tunisie après que la police a confisqué sa charrette. La Confrérie se saisit de l'affaire et fait circuler de fausses informations selon lesquelles le jeune homme était un étudiant au chômage et a été giflé par une femme policière. Immédiatement, les hommes de la National Endowment for Democracy (la NED, la fausse ONG des services secrets des cinq États anglo-saxons) corrompent la famille du défunt pour qu'elle ne dévoile pas le pot aux roses et sèment la révolte dans le pays. Alors que les manifestations se succèdent contre le chômage et les violences policières, Washington demande au président Zine El-Abidine Ben Ali de quitter le pays, tandis que le MI6 organise le retour triomphal de Londres du Guide des Frères tunisiens, Rached Ghannouchi.

C'est la « révolution du Jasmin » [2]. Le schéma de ce changement de régime emprunte aussi bien au départ du Shah d'Iran suivi du retour de l'imam Khomeiny, qu'à celui des révolutions colorées.

Rached Ghannouchi avait constitué une branche locale des Frères musulmans et tenté un coup d'État en 1987. Plusieurs fois arrêté et incarcéré, il s'exile au Soudan où il bénéficie du soutien d'Hassan el-Tourabi, puis en Turquie où il se rapproche de Recep Tayyip Erdogan (alors dirigeant de la Millî Görüş). En 1993, il obtient l'asile politique au Londonistan où il vit avec ses deux femmes et ses enfants.



Deux personnalités se présentant comme « anti-américaines » : Moncef Marzouki (extrême-gauche travaillant pour la NED — USA) et Rached Ghannouchi (Frères musulman travaillant pour la Westminster Foundation — UK)

Les Anglo-Saxons l'aident à améliorer l'image de son parti, le Mouvement de la tendance islamique renommé Mouvement de la Renaissance (« Ennahdha »). Pour apaiser les craintes de la population à l'égard de la Confrérie, la NED fait appel à ses pions d'extrême gauche. Moncef Marzouki, le président de la Commission arabe des Droits humains, joue la caution morale. Il assure que les Frères ont beaucoup changé et sont devenus des démocrates. Il est élu Président de la Tunisie. Ghannouchi gagne les élections législatives et parvient à former un gouvernement de décembre



La « Ligue de protection de la révolution » (LPR) est l'équivalent tunisien de l'« Appareil secret » égyptien. Son chef, Ihmed Deghij, reçoit de Rached Ghannouchi les instructions des personnalités à éliminer.

2011 à août 2013. Il y introduit d'autres pions de la NED comme Ahmed Néjib Chebbi, ex-maoïste puis trotskiste reconverti par Washington. Suivant l'exemple d'Hassan el-Banna, Ghannouchi constitue alors à côté du parti une milice, la Ligue de protection de la révolution, qui procède aux assassinats politiques dont celui du leader d'opposition Chokri Belaïd.

Cependant, malgré un incontestable soutien d'une partie de la population tunisienne lors de son retour, Ennahdha est bientôt mis en minorité. Avant de quitter le pouvoir, Rached Ghannouchi fait voter des lois fiscales visant à ruiner à terme la bourgeoisie laïque. Il espère de la sorte transformer la sociologie de son pays et revenir bientôt sur le devant de la scène.

En mai 2016, le Xe congrès d'Ennahdha est mis en scène par Innovative Communications & Strategies, une société créée par le MI6. Les

communicants assurent que le parti est devenu « civil » et sépare activités politiques et religieuses. Mais cette évolution n'a aucun rapport avec la laïcité, il est simplement demandé aux responsables de se partager le travail et de ne pas être en même temps élu et imam.

8— Le « Printemps arabe » en Égypte

Le 25 janvier 2011, c'est-à-dire une semaine après la fuite du président Ben Ali, la fête nationale égyptienne se transforme en manifestation contre le Pouvoir. Les protestations sont encadrées par le dispositif traditionnel US des révolutions colorées : les Serbes formés par Gene Sharp (théoricien de l'Otan spécialisé dans les changements de régime en douceur, c'est-à-dire sans recours à la guerre [3]) et les hommes de la NED. Leurs livres et brochures traduits en arabe, y compris les consignes pour les manifestations, sont largement distribués dès le premier jour. La plupart de ces espions seront ultérieurement arrêtés, jugés, condamnés, puis expulsés. Les manifestants sont principalement mobilisés par les Frères musulmans, qui disposent d'un soutien de 15 à 20 % dans le pays, et par Kifaya (Ça suffit !), un groupe créé par Gene Sharp. C'est la « révolution du Lotus » [4]. Les protestations se déroulent principalement au Caire, place Tahrir, mais aussi dans sept autres grandes villes. Cependant, on est très loin de la vague révolutionnaire qui a soulevé la Tunisie.

Dès le début, les Frères utilisent des armes. Place Tahrir, ils replient leurs blessés dans une mosquée tout équipée pour leur donner les premiers soins. Les chaînes de télévision des pétro-dictatures qatarie, *Al-Jazeera*, et saoudienne, *Al-Arabiya*, appellent à renverser le régime et diffusent en direct les informations stratégiques. Les États-Unis font revenir l'ancien directeur de l'Agence de l'énergie atomique, le prix Nobel de la Paix Mohamed El-Baradei, président de l'Association nationale pour le changement. El-Baradei a été honoré pour avoir réussi à calmer les ardeurs de Hans Blix qui dénonçait au nom de l'Onu les mensonges de l'administration Bush visant à justifier la guerre contre l'Irak. Il préside depuis plus d'un an une coalition créée sur le modèle de la *Déclaration de Damas* : un texte raisonnable, des signataires de tous bords, plus les Frères musulmans dont le programme est en réalité totalement opposé à celui de la plateforme.

En définitive, la Confrérie est la première organisation égyptienne à appeler au renversement du régime. Les télévisions de tous les États membres de l'Otan ou du Conseil de coopération du Golfe prédisent la fuite du président Hosni Moubarak. Tandis que l'envoyé spécial du Président Obama, l'ambassadeur Frank Wisner Jr (le beau-père par alliance de Nicolas Sarkozy), fait d'abord mine de soutenir Moubarak, puis de se ranger derrière la foule. Il le presse de se retirer. En définitive, après deux semaines d'émeutes et une manifestation rassemblant un million de personnes, Moubarak reçoit l'ordre de Washington de céder et



Pour le porte-parole des Frères musulmans en Égypte, Essam Elarian, peu important les Accords de Camp David, l'urgence est de criminaliser l'homosexualité.

démissionne. Cependant, les États-Unis entendent changer la Constitution avant de mettre les Frères au pouvoir. Celui-ci reste donc temporairement aux mains de l'armée. Le maréchal Mohammed Hussein Tantawi préside le Comité militaire qui administre les affaires courantes. Il nomme une Commission constituante de sept membres, dont deux Frères musulmans. C'est d'ailleurs l'un d'entre eux, le juge Tareq Al-Bishri, qui préside les travaux.

Cependant, la Confrérie maintient des manifestations chaque vendredi à la sortie des mosquées et se livre à des lynchages de chrétiens coptes sans intervention de la police.

9— Pas de révolution colorée au Bahreïn et au Yémen

Alors que la culture yéménite n'a aucun rapport avec celle d'Afrique du Nord, sinon la pratique commune de la même langue, une importante contestation secoue depuis plusieurs mois le Bahreïn et le Yémen. La concomitance avec les événements de Tunisie et d'Égypte risque de brouiller les cartes. Le Bahreïn héberge la Ve Flotte US et contrôle la circulation maritime dans le Golfe persique, tandis que le Yémen contrôle avec Djibouti l'entrée et la sortie de la mer Rouge et du Canal de Suez.

La dynastie régnante craint que la révolte populaire ne renverse la

monarchie et accuse par réflexe l'Iran de l'organiser. En effet, en 1981, un ayatollah (chiite) irakien tenta d'exporter la révolution de l'imam Khomeiny et de renverser le régime fantoche mis en place par les Britanniques lors de l'Indépendance de 1971.

Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, se rend sur place et autorise l'Arabie saoudite à étouffer dans l'œuf ces authentiques révolutions. La répression est dirigée par le prince Nayef. Il appartient au clan des Sudeiris, comme le prince Bandar, bien que Nayef soit son aîné et que Bandar ne soit que le fils d'une esclave. La répartition des rôles entre les deux hommes est claire : l'oncle maintient l'ordre en réprimant les mouvements populaires, tandis que le neveu déstabilise des États en y organisant le terrorisme. L'important est de bien distinguer les pays dans lesquels ils agissent [5].

10— Le Printemps arabe en Libye

Si Washington a prévu le renversement des administrations alliées de Ben Ali et de Moubarak sans recours à la guerre, il en va autrement pour la Libye et la Syrie, gouvernées par les révolutionnaires Kadhafi et Assad.



Après avoir enseigné le langage démocratique aux pétrodictateurs, avoir réorganisé Al-Jazeera et installé les sociétés US en Libye, le Frères Mahmoud Jibril devient la tête de la « révolution » contre le régime qu'il servait la veille.

Début février, alors que Hosni Moubarak est encore président de l'Égypte, la CIA organise au Caire le lancement de la suite des opérations. Une réunion rassemble divers acteurs, dont la NED (représentée par les sénateurs républicain John McCain et démocrate Joe Liberman), la France (représentée par Bernard-Henri Lévy), et les Frères musulmans. La délégation libyenne est conduite par le Frère Mahmoud Jibril (celui qui a formé les dirigeants du Golfe et réorganisé *Al-Jazeera*). Il entre dans la salle comme numéro 2 du gouvernement de la Jamahiriya, mais sort en tant que... chef de l'opposition à la « dictature ». Il ne retournera pas à son luxueux bureau de Tripoli, mais rejoindra Benghazi, en Cyrénaïque. La délégation syrienne comprend Anas Al-Abdeh (fondateur de l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme) et son frère

Malik Al-Abdeh (directeur de *BaradaTV*, une télévision anti-syrienne financée par la CIA et le département d'État). Washington donne instruction de débiter les guerres civiles, à la fois en Libye et en Syrie.

Le 15 février, Me Fathi Terbil, avocat des familles des victimes du massacre de la prison d'Abou Salim, en 1996, parcourt la ville de Benghazi en assurant que la prison locale est en feu et en appelant à délivrer les détenus. Il est brièvement arrêté et relâché le jour même. Le lendemain, 16 février, toujours à Benghazi, des émeutiers attaquent trois commissariats de police, les locaux de la Sécurité intérieure et ceux du procureur. Défendant l'armurerie de la Sécurité intérieure, la police tue six attaquants. Pendant ce temps, à El-Beïda, entre Benghazi et la frontière égyptienne, d'autres émeutiers attaquent également des commissariats de police et les locaux de la Sécurité intérieure. Ils prennent la caserne Hussein Al-Jawf et la base aérienne militaire d'Al-Abrag. Ils s'emparent d'une grande quantité d'armes, tabassent les gardiens et pendent un soldat. D'autres incidents, moins spectaculaires surviennent de manière coordonnée, dans sept autres villes [6].

Ces attaquants se réclament du Groupe islamique combattant en Libye (GICL–Al-Qaïda) [7]. Ils sont tous membres ou anciens membres des Frères musulmans. Deux de leurs chefs ont été soumis à un lavage de cerveau à Guantánamo selon les techniques des professeurs Albert D. Biderman et Martin Seligman [8]. À la fin des années 1990, le GICL a tenté par quatre fois d'assassiner Mouammar Kadhafi à la demande du MI6 et d'établir une guérilla dans les montagnes du Fezzan. Il fut alors durement combattu par le général Abdel Fattah Younés, qui le contraignit à quitter le pays. Il figure depuis les attentats de 2001 sur la liste des organisations terroristes établie par le Comité 1267 de l'ONU, mais dispose d'un bureau à Londres, sous la protection du MI6.

Le nouveau chef du GICL, Abdelhakim Belhaj, qui s'est battu en Afghanistan aux côtés d'Oussama Ben Laden et en Irak, avait été arrêté en Malaisie, en 2004, puis transféré dans une prison secrète de la CIA en Thaïlande où il fut soumis au sérum de vérité et torturé. Un accord entre les États-Unis et la Libye permit son renvoi en Libye où il fut à nouveau torturé, mais par des agents britanniques cette fois, à la prison d'Abou Salim. En 2007, le GICL et Al-Qaïda fusionnent. Cependant, dans le cadre des négociations avec les États-Unis au cours de la période 2008-2010, Saïf

el-Islam Kadhafi avait négocié une trêve entre la Jamahiriya et le GICL (Al-Qaïda). Celui-ci avait publié un long document, *Les Études correctrices*, dans lequel il admit avoir commis une erreur en appelant au jihad contre des coreligionnaires dans un pays musulman. En trois vagues successives, tous les membres d'Al-Qaïda furent amnistiés et libérés à la seule condition qu'ils renoncent par écrit à la violence. Sur 1 800 jihadistes, seule une centaine refusa cet accord et préféra rester en prison. Dès sa libération, Abdelhakim Belhaj quitta la Libye et s'installa au Qatar. Tous sont parvenus à revenir en Libye sans attirer l'attention.

Le 17 février 2011, les Frères convoquent un rassemblement à Benghazi en mémoire des 13 morts survenus lors de la manifestation contre le consulat d'Italie, en 2006. Selon les organisateurs, c'est Mouammar Kadhafi qui aurait à l'époque monté l'affaire des « caricatures de Mahomet » avec l'aide de la Ligue du Nord italienne. La réunion dégénère. On relève 14 morts, parmi les manifestants et les policiers.



Les Frères musulmans distribuent le nouveau drapeau qu'ils veulent pour la Libye : c'est celui de l'ancien roi Idriss et de la colonisation britannique.

C'est le début de la « révolution ». En réalité, les protestataires ne cherchent pas à renverser la Jamahiriya, mais à proclamer l'indépendance de la Cyrénaïque. Ainsi, à Benghazi, on distribue des dizaines de milliers de drapeaux du roi Idriss (1889-1983). La Libye moderne regroupe trois provinces de l'Empire ottoman qui ne forment un pays unique que depuis 1951. La Cyrénaïque était gouvernée de 1946 à 1969 par la monarchie des Senoussi — une famille wahhabite soutenue par les Saoudiens — qui étendit son pouvoir sur toute la Libye.

Mouammar Kadhafi promet de « faire couler des fleuves de sang » pour sauver sa population des islamistes. À Genève, une association créée par la

NED, la Ligue libyenne des Droits de l'Homme, sort ces déclarations de leur contexte et les présente à la presse occidentale comme des menaces contre le Peuple libyen. Elle assure qu'il bombarde Tripoli. En réalité, la Ligue est une coquille vide rassemblant les futurs ministres du pays après l'invasion de l'Otan.



Mahmoud Jibril a réorganisé Al-Jazeera en 2005 pour en faire la chaîne des Frères musulmans. C'est elle qui a entretenu le mythe d'un Ben Laden toujours vivant. Son conseiller spirituel, le cheikh Youssef Al-Qaradâwî, y tient une émission hebdomadaire au cours de laquelle il appelle à assassiner Mouamar Kadhafi.

Le 21 février, le cheikh Youssef Al-Qaradâwî lance sur *Al-Jazeera* une fatwa ordonnant aux militaires libyens de sauver leur peuple en assassinant Mouammar Kadhafi.

Le Conseil de sécurité, se basant sur les travaux du Conseil des Droits de l'Homme de Genève — qui a auditionné la Ligue et l'ambassadeur libyen — et à la demande du Conseil de coopération du Golfe, autorise l'usage de la force pour protéger la population du dictateur.

Le sang du commandant de l'AfriCom, le général Carter Ham, ne fait qu'un tour lorsque le Pentagone lui ordonne de se coordonner avec le GICL (Al-Qaïda). Comment peut-on travailler en Libye avec les individus que l'on combat en Irak et qui ont tué des GI's ? Il est immédiatement démis de ses fonctions au profit du commandant de l'EuCom et de l'Otan, l'amiral James Stavridis.



30 des 38 soldats des Navys Seals (ici à l'entraînement) ayant participé au prétendu assassinat d'Oussama Ben Laden au Pakistan sont morts au cours de divers accidents dans les semaines suivant cette opération.

Entracte : le 1er mai 2011, Barack Obama annonce qu'à Abbottabad (Pakistan), le commando 6 des Navy Seals a éliminé Oussama Ben Laden dont on était sans nouvelles crédibles depuis presque 10 ans. Cette annonce permet de clore le dossier Al-Qaïda et de relooker les jihadistes pour en refaire des alliés des États-Unis comme au bon vieux temps des guerres d'Afghanistan, de Bosnie-Herzégovine, de Tchétchénie et du Kosovo. Le corps de « Ben Laden » est immergé en haute mer [9].

Durant six mois, la ligne de front libyenne reste inchangée. Le GICL contrôle Benghazi et proclame un Émirat islamique à Derna, la ville dont la majorité de ses membres est originaire. Pour terroriser les Libyens, il enlève des citoyens au hasard. On retrouve ultérieurement leurs corps dépecés, leurs membres éparpillés dans les rues. Les jihadistes étant au départ des gens normaux, on leur fait absorber un mélange de drogues naturelles et de drogues de synthèse qui leur fait perdre toute sensation. Ils peuvent alors commettre des atrocités sans en avoir conscience. La CIA ayant subitement besoin de grandes quantités de Captagon —un dérivé d'amphétamines— sollicite le Premier ministre bulgare, le chef mafieux Boïko Borissov —qui présidera le Conseil européen en 2018—. Celui-ci est un ancien garde du corps qui a rejoint Security Insurance Company, l'une des deux grandes organisations mafieuses des Balkans. Cette compagnie dispose de laboratoires clandestins qui produisent cette drogue pour les sportifs allemands. Borissov va fournir des cachets miracle à la tonne, à absorber en fumant du haschich [10].

Le général Abdel Fattah Younés fait défection et rejoint les « révolutionnaires ». C'est tout au moins ce que l'on raconte en Occident. En

réalité, il reste au service de la Jamahiriya tout en devenant le chef des forces de la Cyrénaïque indépendante. Les islamistes, qui se souviennent de son action contre eux une décennie plus tôt, ne tardent pas à découvrir qu'il est toujours en contact avec Saïf el-Islam Kadhafi. Ils lui tendent un piège, le tuent, le brûlent et dévorent une partie de son cadavre.

L'émir Hamad du Qatar espère en finir avec la Jamahiriya et installer le nouveau pouvoir comme il l'a déjà fait avec le président inconstitutionnel du Liban. Alors que l'Otan se contente d'intervenir par voie aérienne, le Qatar déploie un aéroport de campagne dans le désert et débarque hommes et matériels. Mais la population du Fezzan et de la Tripolitaine reste fidèle à la Jamahiriya et à son Guide.

Lorsque l'Otan fait tomber un déluge de feu sur Tripoli, en août, le Qatar a massé des Forces spéciales et débarqué des blindés en Tunisie. Ces milliers d'hommes ne sont bien sûr pas des Qataris, mais des mercenaires — principalement Colombiens — entraînés par Academi (ex-Blackwater/Xe) aux Émirats arabes unis. Ils rejoignent Al-Qaïda (redevenu gentil bien que toujours considéré comme terroriste par l'Onu) à Tripoli, habillés et cagoulés en noir, afin que l'on ne puisse voir que leurs yeux.

Seuls deux groupes de Libyens participent à la prise de Tripoli, les combattants de Misrata, qui obéissent à la Turquie, et le GICL. La brigade de Tripoli (Al-Qaïda) est commandée par l'Irlando-Turco-Libyen Mahdi Al-Harati et encadrée par des officiers réguliers de l'armée française.

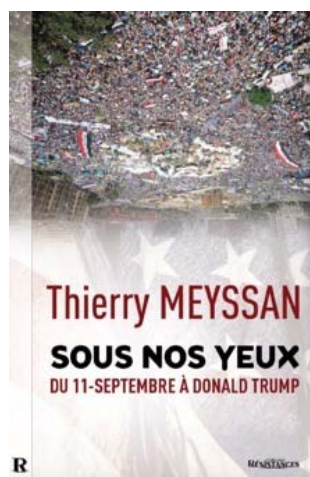


Sur proposition de l'Otan, Abdelhakim Belhaj (au centre), le chef du GICL (branche libyenne d'Al-Qaïda) devient gouverneur militaire de Tripoli. Mahdi al-Harati (à gauche), que le président Erdogan était venu féliciter lors de la Flotille de la Liberté à Gaza, est son adjoint.

Avant même que Mouammar Kadhafi soit lynché, un gouvernement provisoire est constitué par Washington. On y retrouve tous les héros de cette histoire : sous la présidence de Moustafa Abdel Jalil (qui a couvert les tortures des infirmières bulgares et du médecin palestinien), Mahmoud Jibril (qui a formé les émirats du Golfe, réorganisé *Al-Jazeera* et participé à la réunion du Caire en février), Fathi Terbil (qui a lancé la « révolution » à Benghazi). Le chef du GICL et ancien n°3 mondial d'Al-Qaïda, Abdelhakim Belhaj (impliqué dans les attentats de la gare d'Atocha à Madrid), est nommé « gouverneur militaire de Tripoli ».

(À suivre ...)

Thierry Meyssan



Ce livre est [disponible en français](#) en version papier.

[1] "Obama's low-key strategy for the Middle East", David Ignatius, *Washington Post*, March 6, 2011. "Identifying the enemy : radical islamist terror", Statement by Peter Hoekstra, House Committee on Homeland Security, United States House of Representatives, September 22, 2016.

[2] « [Washington face à la colère du peuple tunisien](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 janvier 2011.

[3] « [L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2007.

[4] *The International Dimensions of Democratization in Egypt : The Limits of Externally-Induced Change*, Gamal M. Selim, Springer (2015).

[5] « [La Contre-révolution au Proche-Orient](#) », par Thierry Meyssan, *Komsomolskaïa Pravda* (Russie), *Réseau Voltaire*, 11 mai 2011.

[6] *Rapport de la Mission d'enquête sur la crise actuelle en Libye*, FFC (2011).

[7] « [Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye](#) », par Webster G. Tarpley, *Réseau Voltaire*, 21 mai 2011.

[8] « [Le secret de Guantánamo](#) », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie) , *Réseau Voltaire*, 28 octobre 2009.

[9] « [Réflexions sur l'annonce officielle de la mort d'Oussama Ben Laden](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 mai 2011.

[10] « Comment la Bulgarie a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 janvier 2016.

Source : « Les Frères musulmans comme membres du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 juillet 2019, www.voltairenet.org/article206727.html